

Plein feux sur le Québec : la CAQ possède une bonne avance, tandis qu'un répondant sur cinq soutient les libéraux ou les conservateurs.

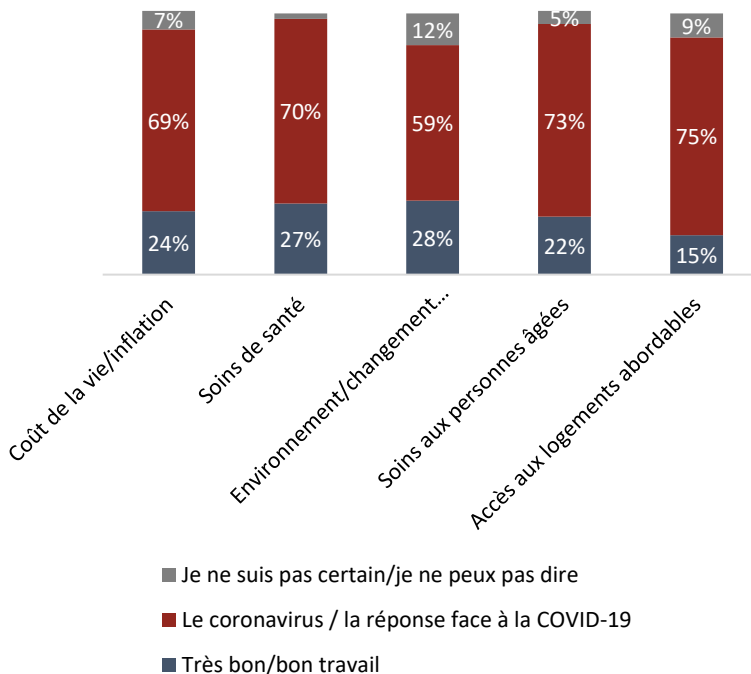
Selon les Québécois, le coût de la vie et le système de santé sont les préoccupations les plus importantes au niveau provincial.

Le 5 juillet 2022 – Depuis son élection en 2018, le premier ministre François Legault a passé la majeure partie de son mandat à aider la province à naviguer la pandémie de COVID-19. Cependant, sa prochaine campagne électorale devrait se concentrer sur au moins deux autres enjeux importants, afin d'espérer se faire élire pour un second mandat.

Selon une nouvelle enquête menée par la fondation sans but lucratif Institut Angus Reid, les Québécois se disent très préoccupés par l'inflation et le coût de la vie dans leur province, ainsi que par le système de santé.

En effet, trois répondants sur cinq ont identifié ces deux questions comme étant de la plus haute importance, bien avant l'enjeu ayant obtenu la troisième place : l'environnement et le changement climatique. En revanche, seulement cinq pourcent de la population québécoise considère désormais que la réponse du gouvernement face à la COVID-19 est une priorité importante.

Croyez-vous que le gouvernement actuel du Québec fait un bon travail ou non dans les secteurs suivants? (Québec, n = 1211; les cinq enjeux principaux sont affichés)



MÉTHODOLOGIE:

L'Institut Angus Reid (ARI) a mené une enquête en ligne du 7 au 13 juin 2022 parmi un échantillon aléatoire représentatif issu d'un groupe de 1211 adultes québécois membres du [Forum Angus Reid](#). À titre de simple comparaison, un échantillon probabiliste de cette taille impliquerait une marge d'erreur de +/- 2,5 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Les écarts dans les totaux ou entre eux sont attribuables aux arrondissements. Cette étude est indépendante et a été financée par ARI. Des tableaux détaillés sont présentés à la fin de ce communiqué.

Au moins trois Québécois sur cinq sont d'avis que le gouvernement actuel ne fait pas un bon travail, lorsqu'il est question de s'occuper des cinq problèmes qui sont les plus importants dans la province, selon eux (aux trois premiers enjeux mentionnés ci-dessus viennent s'ajouter les soins aux aînés et l'accès aux logements abordables). Notamment, sept répondants sur dix (69 %) affirment que leur

CONTACT:

Shachi Kurl, President: 604.908.1693 shachi.kurl@angusreid.org @shachikurl
Dave Korzinski, Research Director: 250.899.0821 dave.korzinski@angusreid.org

gouvernement provincial offre une piètre performance dans le milieu de la santé et sur la question du coût de la vie.

On peut noter deux bonnes nouvelles pour la CAQ. Tout d'abord, premier point positif selon nos données, la moitié des Québécois (52 %) félicitent le gouvernement pour sa gestion de l'économie. Au pays, seule la Saskatchewan obtient un score plus élevé (53 %) sur le sujet. De plus, bien qu'elle fasse de plus en plus l'objet de critiques, la CAQ possède tout de même une bonne avance de 16 points au niveau des intentions de vote. En effet, plus d'un répondant sur trois (35 %) déclarent qu'ils voteraient pour le parti au pouvoir si une élection avait lieu demain, comparativement à 19 pourcent pour le Parti conservateur et 18 pourcent pour les libéraux.

Par ailleurs, ces deux derniers partis sont unis dans leur critique ou même leur opposition catégorique à la loi 96 nouvellement adoptée. On a demandé aux Québécois ce qu'ils pensaient de cette mesure législative et une majorité déclare être en faveur (56 %), contre 44 pourcent qui s'y opposent. Cependant, 90 pourcent des partisans libéraux et 72 pourcent de ceux qui soutiennent les conservateurs sont opposés à cette loi.

Autres conclusions principales :

- La performance de la CAQ a chuté à 32 pourcent sur l'Indice de rendement des gouvernements de l'Institut Angus Reid. Elle était évaluée à 58 pourcent en 2019. Ce score représente la moyenne des habitants du Québec qui estiment que le gouvernement fait un « bon travail » sur 13 différents enjeux provinciaux.
- Le Parti conservateur du Québec est celui qui a le plus d'attrait pour les hommes entre 18 et 34 ans et ceux de 35 à 54 ans. La CAQ tient une place importante dans les intentions de vote des électeurs de plus de 54 ans, autant chez les hommes que chez les femmes.

À propos de l'Institut Angus Reid

L'Institut Angus Reid (ARI) a été fondé en octobre 2014 par le Dr. Angus Reid, enquêteur et sociologue. ARI est une fondation de recherche nationale sur l'opinion publique sans but lucratif et non partisane, créée afin de faire progresser l'éducation par la commission, la réalisation et la diffusion de données statistiques impartiales et accessibles au public sur des sujets tels l'économie, les sciences politiques, la philanthropie, l'administration publique, les affaires domestiques et internationales, ainsi que d'autres enjeux socioéconomiques importants au Canada et à son peuple.

INDEX

Première partie : les enjeux et le rendement du gouvernement

- **Le coût de la vie et les soins de santé sont en tête des priorités**
- **Un fort rendement économique pour la CAQ, mais aussi des préoccupations sur l'abordabilité et les soins de santé**

Deuxième partie : les intentions de vote

- **La CAQ bien en tête des intentions de vote, mais les conservateurs gagnent en popularité**

CONTACT :

Shachi Kurl, Présidente : 604.908.1693 shachi.kurl@angusreid.org @shachikurl

Dave Korzinski, Directeur de recherche : 250.899.0821 dave.korzinski@angusreid.org

- L'élément conservateur

Troisième partie : les politiques se rattachant à la loi 96

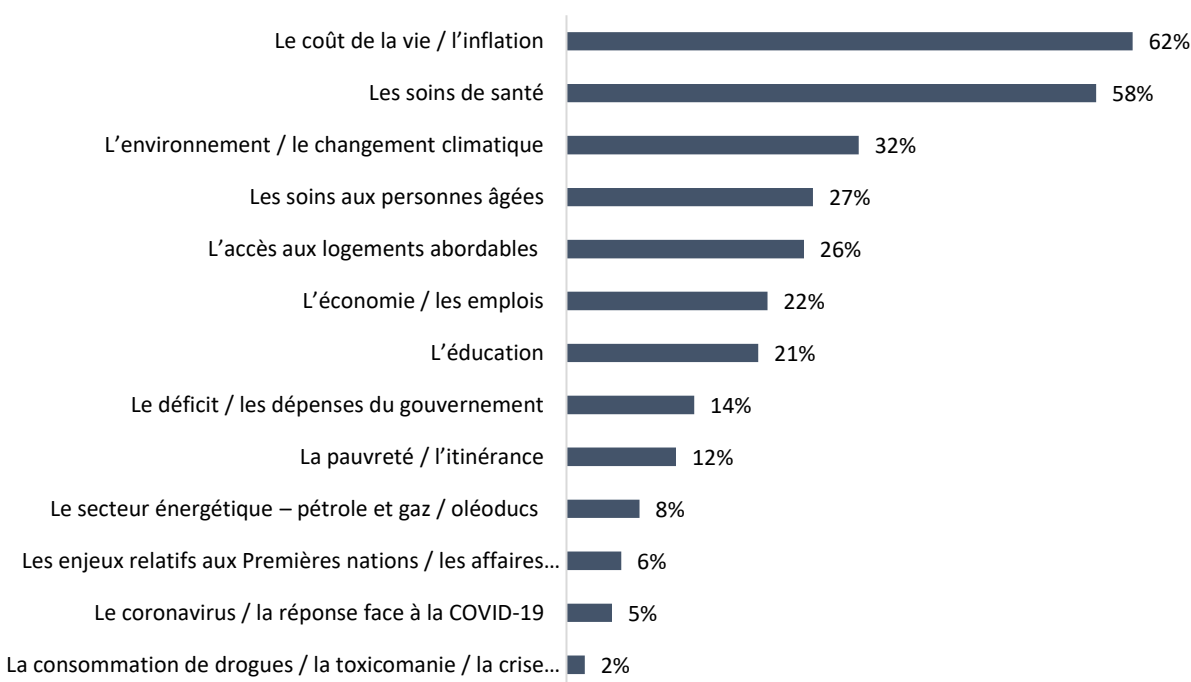
- La loi 96 et le fossé linguistique
- Les conservateurs et libéraux s'opposent à la loi 96

Première partie : les enjeux et le rendement du gouvernement

Le coût de la vie et les soins de santé sont en tête des priorités

Deux enjeux liés à la pandémie inquiètent spécialement les Québécois : la crise de l'inflation touchant le monde entier est la préoccupation principale, suivie de près par les soins de santé. La pénurie de médecins et les longues heures d'attente ont beaucoup nui au système de santé de la province.

Les enjeux principaux au Québec (Québec, n = 1211; choisissez jusqu'à 3 réponses)



Cependant, tous les électeurs n'ont pas les mêmes préoccupations. Hormis le coût de la vie et les soins de santé, qui sont des priorités choisies de manière constante par l'ensemble des groupes de répondants, on peut observer que certaines préoccupations touchent davantage certaines tranches d'âge ou de genre. Les plus jeunes se sentent beaucoup plus concernés par le changement climatique, les hommes de moins de 55 ans sont les plus soucieux de l'économie et les répondants de plus de 54 ans sont considérablement plus préoccupés par les soins aux aînés :

CONTACT :

Shachi Kurl, Présidente : 604.908.1693 shachi.kurl@angusreid.org @shachikurl

Dave Korzinski, Directeur de recherche : 250.899.0821 dave.korzinski@angusreid.org

Les enjeux principaux au Québec (Québec, n = 1211; choisissez jusqu'à 3 réponses)							
	Total (n = 1211)	Hommes			Femmes		
		18-34 ans (n = 152)	35-54 ans (n = 206)	55+ ans (n = 230)	18-34 ans (n = 145)	35-54 ans (n = 206)	55+ ans (n = 266)
Le coût de la vie / l'inflation	62%	63%	64%	54%	69%	69%	60%
Les soins de santé	58%	31%	51%	66%	55%	71%	67%
L'environnement / le changement climatique	32%	41%	33%	28%	45%	28%	24%
Les soins aux personnes âgées	27%	5%	8%	45%	11%	22%	50%
L'accès aux logements abordables	26%	30%	15%	24%	35%	21%	32%
L'économie / les emplois	22%	46%	31%	15%	13%	18%	15%
L'éducation	21%	19%	23%	17%	27%	31%	13%
Le déficit / les dépenses du gouvernement	14%	19%	25%	17%	5%	8%	8%
La pauvreté / l'itinérance	12%	5%	9%	13%	14%	13%	15%

Un fort rendement économique pour la CAQ, mais aussi des préoccupations sur l'abordabilité et les soins de santé

La croissance économique de la province a été « meilleure que prévue » pour l'année 2021/2022 et le Québec a révisé ses prévisions de déficit à la baisse à 4,6 milliards de dollars; le déficit ayant pourtant été initialement projeté à 7,4 milliards. Toutefois, l'incertitude économique est toujours un facteur important qui inquiète autant les législateurs que les habitants de la province, en raison de l'inflation et de la volatilité des marchés mondiaux.

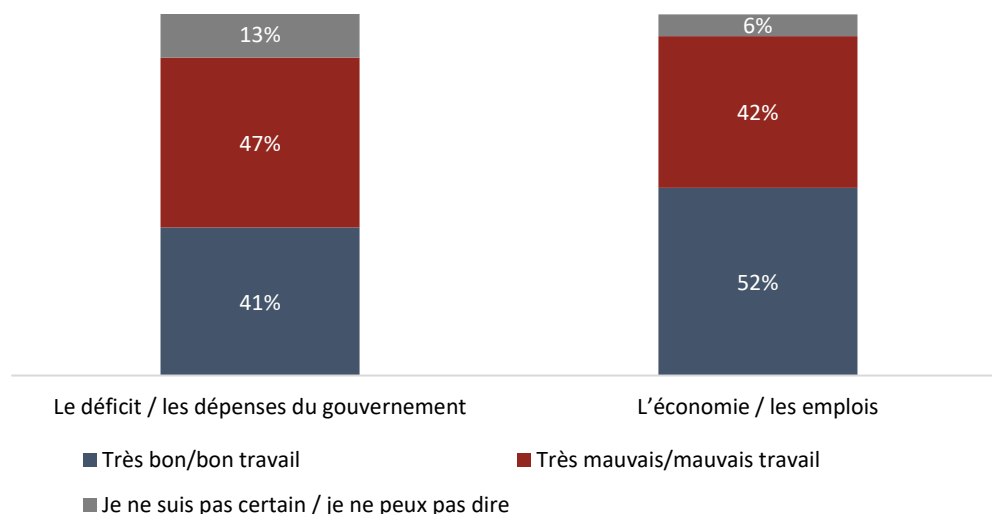
De manière générale, la moitié des Québécois (52 %) croient que leur gouvernement a bien administré l'économie de la province. Au pays, seule la Saskatchewan a obtenu un meilleur score sur cette question (53 %). Deux répondants sur cinq (41 %) déclarent en effet que la CAQ a bien géré la question du déficit :

CONTACT :

Shachi Kurl, Présidente : 604.908.1693 shachi.kurl@angusreid.org @shachikurl

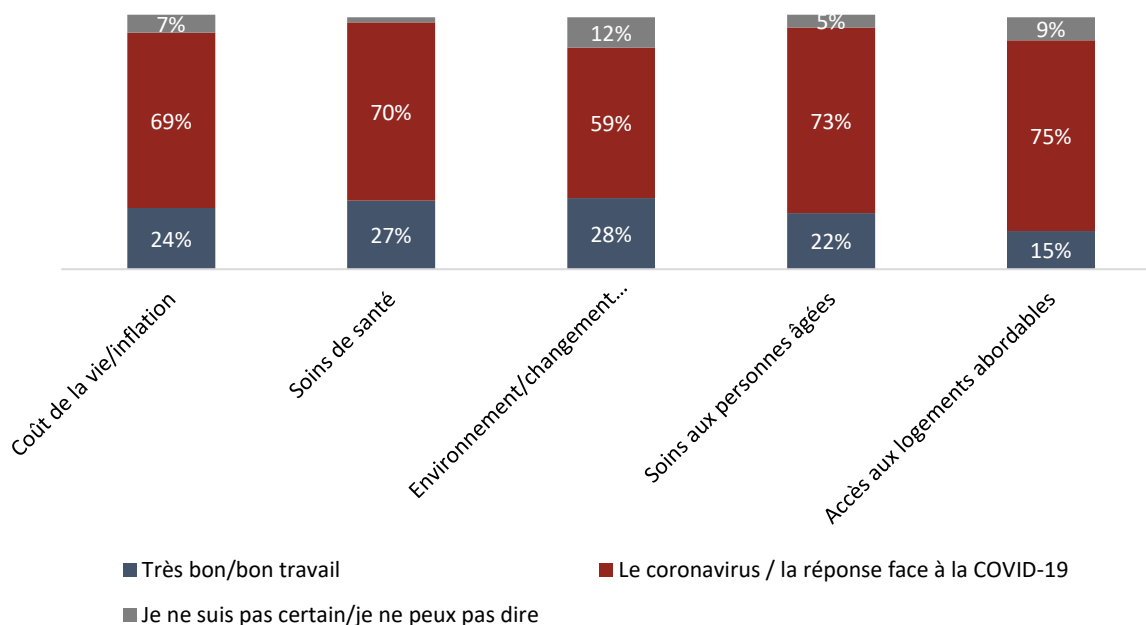
Dave Korzinski, Directeur de recherche : 250.899.0821 dave.korzinski@angusreid.org

Le rendement sur les questions économiques (Québec, n = 1211)



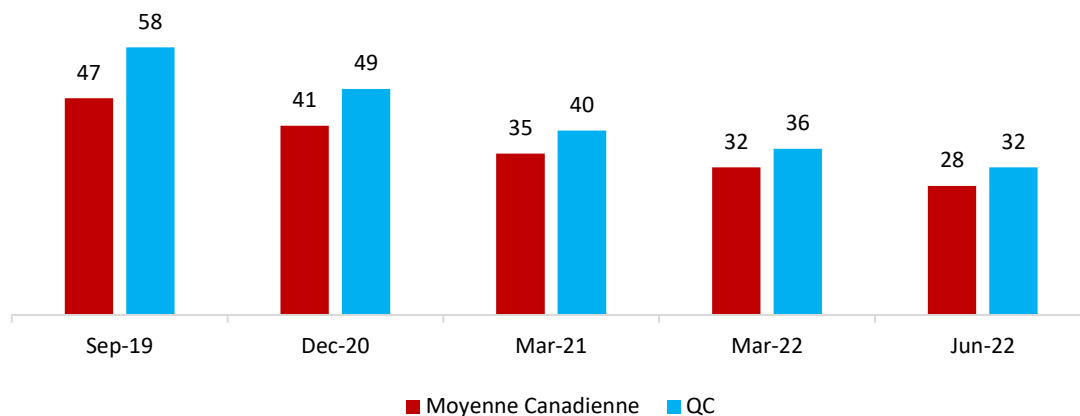
Néanmoins, la perception des gens n'est pas aussi bonne sur d'autres aspects importants. Pour chacune des cinq questions ayant été identifiées par les Québécois comme étant les plus importantes, trois personnes sur cinq affirment tout de même que le gouvernement n'a pas fait le poids. Notamment, sept répondants sur dix déclarent que le gouvernement n'a pas bien géré la question du coût de la vie et des soins de santé, qui sont les deux enjeux les plus importants dans la province :

Croyez-vous que le gouvernement actuel du Québec fait un bon travail ou non dans les secteurs suivants? (Québec, n = 1211; les cinq enjeux principaux sont affichés)



En examinant la performance du Québec dans l'Index de rendement des gouvernements, on peut observer une baisse de soutien générale auprès de la population, comme c'est le cas pour la plupart des gouvernements provinciaux au pays. Cependant, le résultat du Québec se compare toujours avantageusement à la moyenne nationale, malgré qu'il soit médiocre comparativement aux résultats précédemment obtenus par la CAQ :

**L'indice de rendement des gouvernements
(Moyenne de répondants déclarant que leur gouvernement provincial
fait un "bon travail" sur tous les enjeux.)**



Deuxième partie : les intentions de vote

La CAQ bien en tête des intentions de vote, mais les conservateurs gagnent en popularité

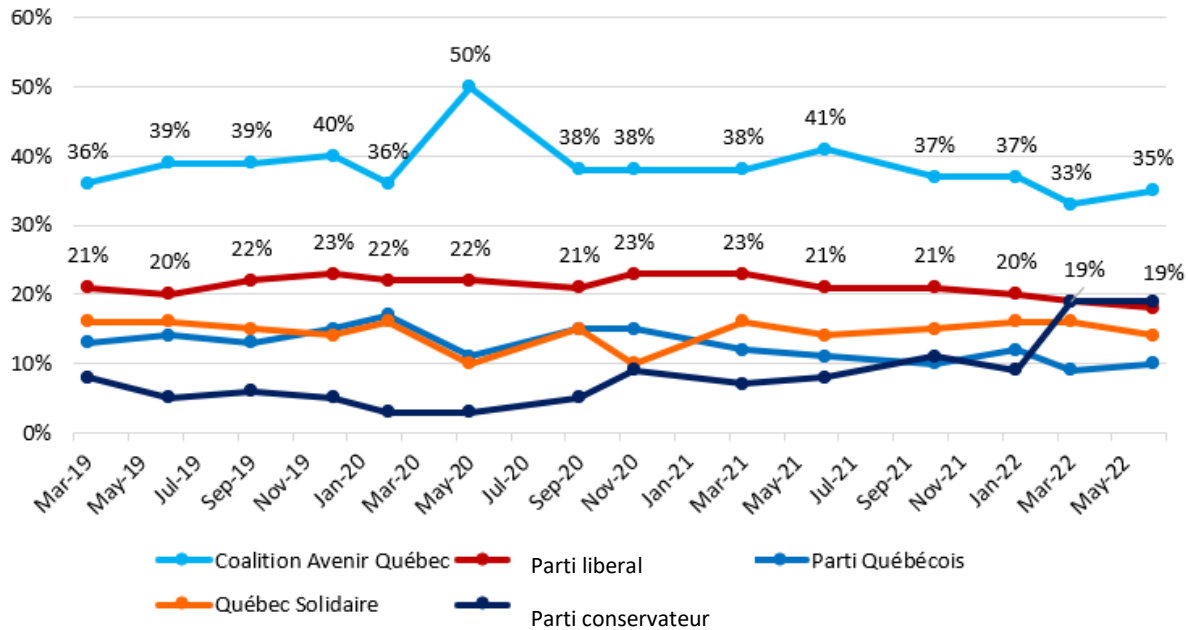
En ce moment, la CAQ possède une avance confortable de 16 points de pourcentage, lorsqu'il est question des intentions de vote. Cependant, quelques adversaires obtiennent de plus en plus de soutien auprès de la population. En effet, 18 pourcent des Québécois optent pour les libéraux, parti de l'opposition. Également, le Parti conservateur, ayant commencé sa montée au printemps dernier, reçoit toujours l'appui d'un répondant sur cinq :

CONTACT :

Shachi Kurl, Présidente : 604.908.1693 shachi.kurl@angusreid.org @shachikurl

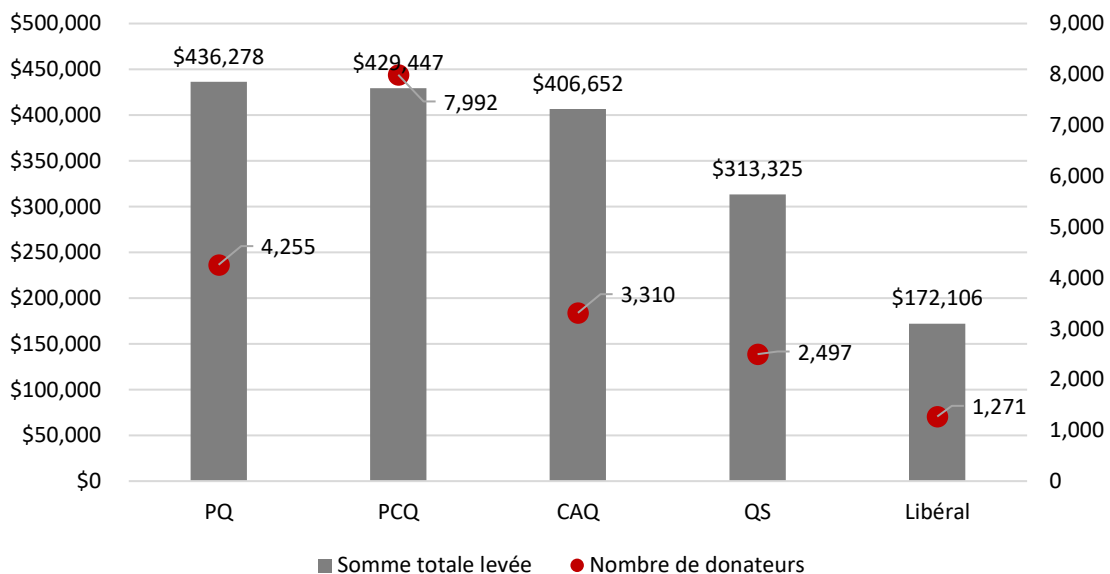
Dave Korzinski, Directeur de recherche : 250.899.0821 dave.korzinski@angusreid.org

**Intentions de vote - Québec
(Électeurs décidés)**



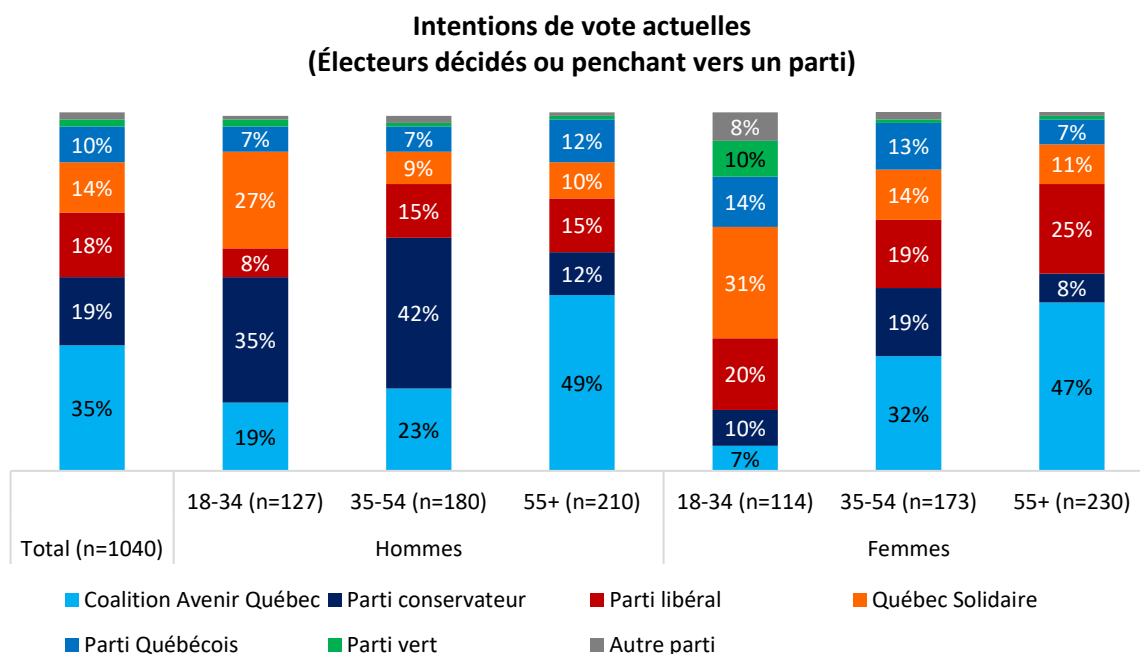
La hausse de soutien envers le Parti conservateur du Québec (PCQ) concorde avec une forte campagne de financement durant la première moitié de l'année. En date du 19 mai, le PCQ avait reçu un nombre beaucoup plus élevé de dons que ses adversaires et avait levé une somme totale presque égale à celle obtenue par le Parti Québécois et la CAQ, comme on peut le constater dans le graphique ci-dessous :

Somme totale du financement des partis politiques en date du 19 mai



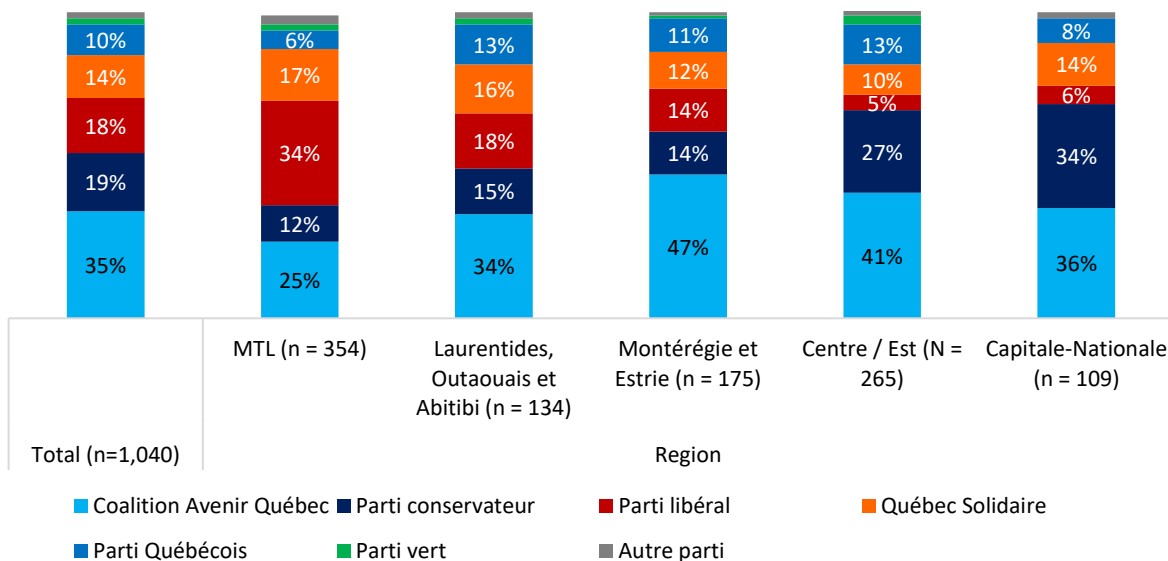
*** Origine des données**

Cette vague de soutien envers un Parti conservateur mieux financé est surtout observée chez les hommes de moins de 55 ans. Le PCQ est le premier choix des hommes de 18 à 34 ans, ainsi que de ceux entre 35 et 54 ans. Cela dit, les hommes et les femmes plus âgés soutiennent davantage la CAQ, qui surpasse ses adversaires par une marge considérable :



Si l'on examine les résultats sur une base régionale, la CAQ possède une bonne avance dans l'ensemble de la province, bien que le Parti libéral ait un appui plus important dans le Grand Montréal et que les conservateurs lui fassent concurrence dans la capitale de Québec et aux alentours.

**Intentions de vote actuelles
(Électeurs décidés ou penchant vers un parti)**



L'élément conservateur

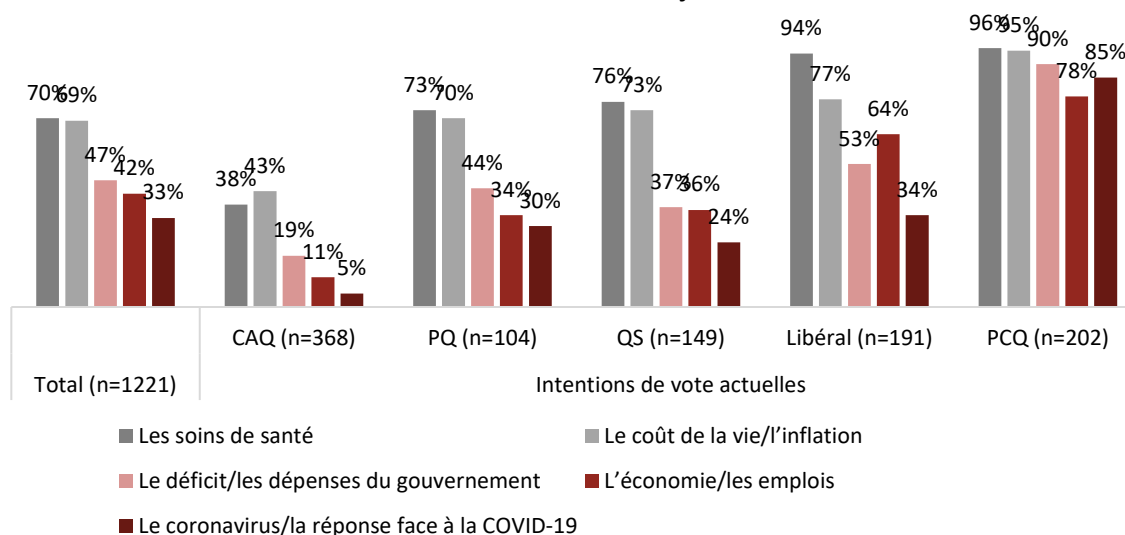
La montée du Parti conservateur provincial semble liée à la critique accablante auquel le gouvernement actuel fait face et à l'opposition à l'égard d'une certaine législation importante (voir ci-dessous). Au moins neuf électeurs votant actuellement pour le PCQ sur dix affirment que la performance du gouvernement en matière de soins de santé, du coût de la vie et du déficit, est mauvaise. Il est également intéressant de noter que ceux-ci se démarquent énormément du reste du Québec sur leur évaluation de la gestion de la crise de la COVID-19 par la CAQ, qui est pourtant régulièrement classée comme étant très bonne par les habitants du Québec.

CONTACT :

Shachi Kurl, Présidente : 604.908.1693 shachi.kurl@angusreid.org @shachikurl

Dave Korzinski, Directeur de recherche : 250.899.0821 dave.korzinski@angusreid.org

Pourcentage de répondants selon qui le gouvernement fait un mauvais travail sur tous les enjeux



Troisième partie : les politiques se rattachant à la loi 96

La loi 96 et le fossé linguistique

Le projet de loi 96 a reçu la sanction royale plus tôt ce mois-ci. La loi [modifiera la charte de la langue française de la province de manière à restreindre l'usage de l'anglais dans les lieux publics](#), afin de tenter de protéger la langue française au Québec. Le premier ministre François Legault et le gouvernement caquiste ont déclaré que le recours à la clause dérogatoire était nécessaire dans le cas de la loi 96, car [elle protège une loi étant soutenue par la majorité de la population](#).

C'est effectivement le cas, car plus de la moitié des Québécois (56 %) ont déclaré leur appui envers cette loi, après en avoir examiné différents éléments (voir ci-dessous), alors que 44 pourcent s'y opposent. Cela dit, selon une récente enquête Léger, [une majorité de Québécois](#) (57 %) croit que des modifications à cette loi seraient nécessaires, afin de protéger les anglophones ayant besoin de soins médicaux ou de services sociaux.

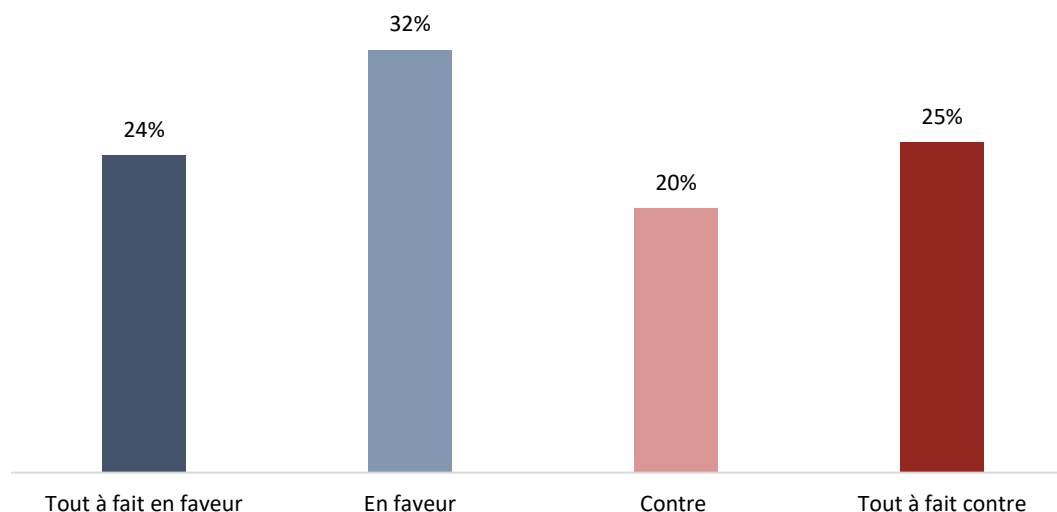
Selon Legault, ceux qui sont inquiets à propos de l'accès à des services de santé ou sociaux en anglais sont [victimes de désinformation](#), car la loi ne changera rien sur ce point. Malgré cela, certains travailleurs du milieu de la santé et observateurs juridiques [sont en désaccord](#) avec cela et se demandent pourquoi ces services sont mentionnés dans le cadre de cette loi, s'ils ne sont pas touchés par elle :

CONTACT :

Shachi Kurl, Présidente : 604.908.1693 shachi.kurl@angusreid.org @shachikurl

Dave Korzinski, Directeur de recherche : 250.899.0821 dave.korzinski@angusreid.org

**Pour ou contre le projet de loi 96
(Québec, n = 1211)**



La loi 96 aura de vastes répercussions sur la province. Nous avons demandé aux Québécois s'ils étaient d'accord ou non avec différents aspects de cette loi.

Pour les Québécois, le soutien se fait plus prononcé sur les aspects touchant aux entreprises, ainsi que sur la question du rôle de l'Office québécois de la langue française, qui a des pouvoirs d'enquête et d'inspection. Toutefois, le soutien est beaucoup plus faible lorsqu'il est question des nouvelles règles de communication avec les immigrants, des limites dans les cégeps anglophones et de mettre fin aux exigences en matière de compétences linguistiques en anglais pour les juges :

Pour ou contre certains aspects du la loi 96 (Québec, n = 1211)			
	Tout à fait en faveur/en faveur	Tout à fait contre/contre	Je ne sais pas/je ne peux pas dire
Si un employeur souhaite exiger une autre langue que le français pour un poste, il doit démontrer que cette langue est nécessaire pour accomplir cet emploi.	69%	29%	3%
S'assurer que la langue commune en milieu de travail soit le français pour toutes les entreprises de 25 employés ou plus et que les documents et communications aux employés soient en français, peu importe si les employés sont francophones ou non.	67%	31%	2%
L'Office québécois de la langue française a le mandat de surveiller et vérifier la conformité aux nouvelles normes de langue française.	59%	36%	6%
Après une période de 6 mois, les communications aux immigrants seront exclusivement en français.	45%	51%	4%
Limiter le nombre de places dans les cégeps anglophones (collèges préuniversitaires) à 17,5 % de la population étudiante globale.	40%	52%	7%
Les juges n'auront plus besoin d'être bilingues au Québec – c'est-à-dire, il ne sera plus requis qu'ils possèdent de grandes compétences linguistiques en anglais, seulement en français.	34%	62%	4%

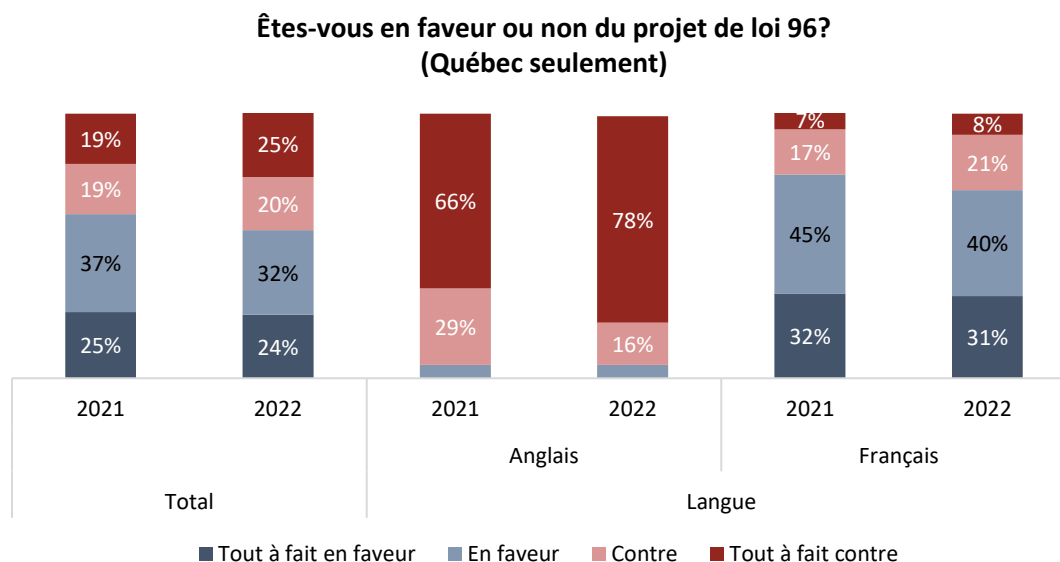
CONTACT :

Shachi Kurl, Présidente : 604.908.1693 shachi.kurl@angusreid.org @shachikurl

Dave Korzinski, Directeur de recherche : 250.899.0821 dave.korzinski@angusreid.org

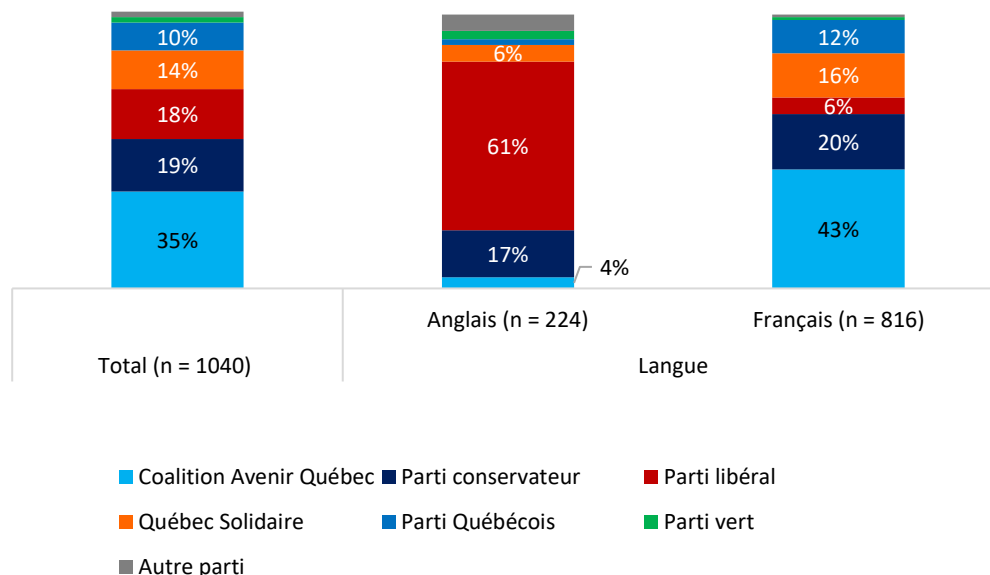
Les anglophones du Québec sont beaucoup plus susceptibles que les francophones de s'opposer à la loi 96. En effet, presque tous sont contre (94 %). En revanche, une majorité de francophones (71 %) sont en faveur de cette loi.

L'Institut Angus Reid avait fait enquête pour connaître le soutien envers le projet de loi 96 en juillet de l'année dernière :



L'importance que cette question a revêtu dans le débat public au cours des derniers mois comporte, bien entendu, certaines implications politiques. Seulement quatre pourcent des répondants dont la langue maternelle est l'anglais déclarent qu'ils voteraient pour le parti de Legault, tandis que la plupart d'entre eux donnent leur soutien aux libéraux (61 %). En contraste, plus de deux francophones sur cinq (43 %) affirment que la CAQ serait leur premier choix :

**Intentions de vote actuelles
(Électeurs décidés ou penchant vers un parti)**



Les conservateurs et libéraux s'opposent à la loi 96

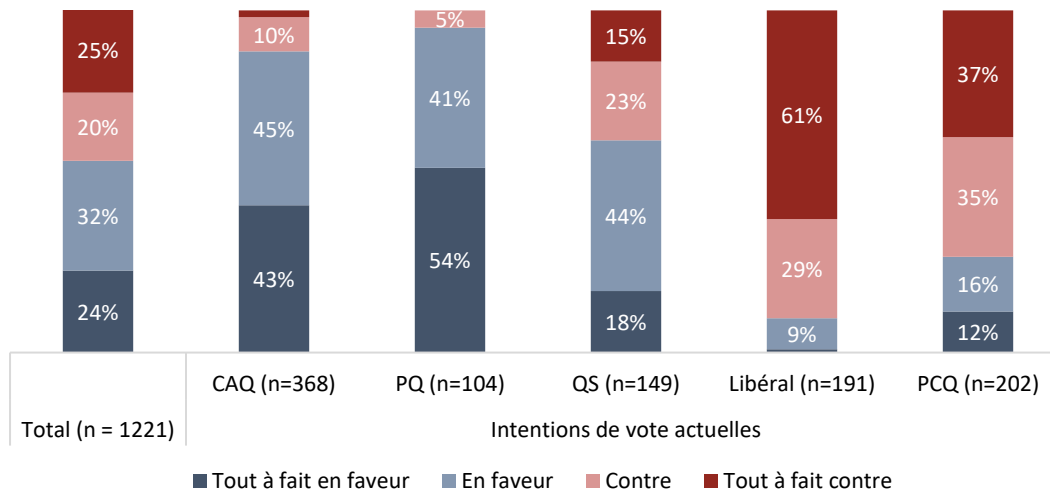
Le Parti conservateur du Québec, ayant le vent dans les voiles depuis quelque temps, s'oppose fortement à la loi 96 et le chef du parti, Éric Duhaime, l'a même qualifiée de clivante et discriminatoire. La chef du Parti libéral, Dominique Anglade, a quant à elle déclaré que son parti modifierait la loi sans l'abroger, s'il était élu. Il est intéressant de constater que les partisans de son parti sont tout de même les plus opposés à cette loi, dans une proportion de 90 pourcent. Parmi les électeurs ayant l'intention de voter pour le Parti conservateur, sept sur dix (72 %) sont du même avis. Le soutien envers la loi 96 est le plus fort parmi les sympathisants de la CAQ et du Parti québécois, ainsi que parmi les électeurs votant pour Québec solidaire :

CONTACT :

Shachi Kurl, Présidente : 604.908.1693 shachi.kurl@angusreid.org @shachikurl

Dave Korzinski, Directeur de recherche : 250.899.0821 dave.korzinski@angusreid.org

Pour ou contre le projet de loi 96



Pour accéder aux tableaux récapitulatifs affichant les résultats détaillés par âge, genre, région, éducation et autres éléments démographiques, [cliquez ici](#).

CONTACT :

Shachi Kurl, Présidente : 604.908.1693 shachi.kurl@angusreid.org @shachikurl

Dave Korzinski, Directeur de recherche : 250.899.0821 dave.korzinski@angusreid.org